

Impasse au Kosovo? Partie 2

Autor(en): **Dérens, Jean-Arnault**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue Militaire Suisse**

Band (Jahr): **151 (2006)**

Heft 5

PDF erstellt am: **24.09.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-346599>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Impasse au Kosovo? (2)

Six ans après la campagne de bombardements aériens de l'OTAN contre la République fédérale de Yougoslavie, au printemps 1999, le Kosovo est toujours placé sous administration provisoire des Nations unies. La pérennisation du statu quo actuel paraît inenvisageable, mais aucun consensus ne se dégage pour parvenir à une définition du statut final de ce territoire. Le Kosovo demeure toujours le principal baril de poudre des Balkans¹.

■ Jean-Arnault Dérens

La faillite de la justice

Un des principaux échecs de la communauté internationale, c'est de ne pas avoir réussi à créer de véritable État de droit et à ne pas être capable de lutter efficacement contre le crime organisé². De longue date, le Kosovo figure en bonne place sur les itinéraires européens de la drogue ou de la traite des êtres humains, qui traverse les territoires de l'ancienne Yougoslavie. Pour développer leurs activités, les mafieux albanais n'ont aucune difficulté à collaborer avec leurs *collègues* serbes.

Ces réseaux mafieux sont souvent contrôlés par l'ancienne UCK, même si plusieurs réseaux cohabitent. À Pristina et dans ses environs, la plupart des trafics sont dirigés par la *famille* d'Ibrahim Rugova. Selon la rumeur, le fils du Président, qui ne sort jamais de la somptueuse villa familiale, serait le boss de ces affaires. L'urbanisme échappe ainsi à toute règle, sauf celle du *bakchich* et des dessous-de-

table mafieux. La MINUK peine toujours à établir un véritable cadastre et a, dès l'origine, renoncé à imposer des règles de droit en ce domaine.

L'échec à imposer un État de droit s'explique en partie par les présupposés des fonctionnaires internationaux, enclins à percevoir l'ensemble des Albanais comme des victimes désignées, également par la faiblesse politique de la MINUK qui n'a pas osé prendre le risque d'engager une épreuve de force contre les réseaux politico-mafieux.

Le thème de la *mafia albanaise* se prête volontiers aux stéréotypes et doit être examiné avec prudence. Comme partout dans les Balkans, la société albanaise du Kosovo est marquée par l'importance de la famille et du clan familial élargi. Dans la période récente, les difficiles conditions de survie économique de la population ont encore renforcé cette importance des liens familiaux. Les codes traditionnels albanais, notamment le fameux *Kanun* de Lek Dukagjin, a historiquement organisé le fonctionnement de cette société

traditionnelle. Pourtant, ce code coutumier a pour but de réguler et de limiter la violence, pas de la généraliser. De surcroît, il n'est plus guère respecté que dans l'ouest du Kosovo, dans la région correspondant au plateau de Dukagjini (Rrafsh e Dukagjinit). En réalité, la société albanaise du Kosovo souffre d'un cruel manque de règles et d'État, que rien ne vient combler.

Après avoir idéalisé les Albanais, de nombreux fonctionnaires internationaux se complaisent désormais dans l'image facilement raciste d'une société clanique et mafieuse. Sûrement aurait-il mieux valu tenter de comprendre le Kosovo tel qu'il était et chercher à imposer, avec constance, des principes de droit universels, que l'administration des Nations unies n'a pas hésité à bafouer ou à négliger, au nom de perpétuelles compositions avec des dirigeants albanais souvent corrompus et malhonnêtes.

Les règlements de compte familiaux et criminels, toujours très fréquents, sont souvent intimement liés à la poursuite des affrontements politiques. De-

¹ Première partie, voir RMS, avril 2006.

² Sur la justice au Kosovo, on lira avec intérêt Patrice de Charrette: Les oiseaux noirs du Kosovo. Un juge à Pristina. Paris, Michalon, 2002.

puis 1999, la grande majorité des victimes de crimes de sang dans l'ouest du Kosovo sont des anciens membres des Forces armées de la République de Kosovo (FARK). Cette milice, concurrente de l'UCK, avait été créée en 1997-1998 par des fidèles d'Ibrahim Rugova. Dès septembre 1998, son chef, le colonel Ali Ahmeti, était abattu dans une ruelle de Tirana, la capitale albanaise, et les fondateurs de l'UCK, historiquement liés aux courants marxistes-léninistes du nationalisme albainais, ont eu soin de ne laisser aucun espace pour un possible développement de cette formation. Officiellement, les combattants se réclamant des FARK ont été intégrés dans l'UCK, mais leur fiabilité politique a toujours été fortement tenue en suspicion.

La sanglante vendetta qui ravage la région de Pec et Decani, dans l'ouest du Kosovo, opposant la famille Musaj à celle de l'ancien premier ministre Ramush Haradinaj³ remonte à un très ancien litige. Durant la guerre, en 1999, Daut Haradinaj, combattant de l'UCK, a été impliqué dans le meurtre de Sinan Musaj, membre des FARK. Les

deux dernières victimes de ce conflit sont Sadik Musaj, abattu le 2 février 2005, et Enver Haradinaj, tué début avril⁴.

Au début des années 1990, l'intellectuel catholique albainais Anton Cetta avait engagé une grande campagne de pardon et de réconciliation, afin de stopper ces nombreuses vendettas familiales. Cette campagne avait été rendue possible par le contexte général de confrontation avec le pouvoir de Belgrade, qui contribuait à unifier la communauté albanaise. Aujourd'hui, cette époque est révolue, et les conflits traditionnels se développent dans le cadre d'une société en perte de repères idéologiques et moraux, frappée par une dérive mafieuse accélérée.

Scénarios pour l'avenir

Le rapport sur le Kosovo de l'International Crisis Group, un *think tank* proche des milieux démocrates américains, rendu public le 26 janvier, a marqué un tournant dans les approches internationales de la situation du Kosovo⁵. Le calendrier vertueux serait le suivant. Dans le

courant de l'été 2005, l'application des standards sera évaluée par le Conseil de sécurité des Nations unies, qui devrait conclure à une réalisation incomplète, mais néanmoins satisfaisante. Dans ces conditions, le processus de négociation pourrait s'engager dès l'automne.

La participation de Belgrade pourrait s'acheter, en échange de la définition d'une feuille de route pour l'adhésion européenne de la Serbie⁶. Il faudrait encore que Belgrade accepte de signer un document prévoyant une «indépendance conditionnelle» du Kosovo en échange de quelques garanties formelles sur le retour des déplacés et la possibilité d'une double citoyenneté pour les Serbes du Kosovo.

Le processus de négociation pourrait alors se conclure au printemps ou à l'été 2006, des élections générales constituan-tes étant convoquées pour l'automne suivant. L'indépendance «conditionnelle» du Kosovo serait proclamée avant la fin de l'année, les troupes de la KFOR passeraient sous commandement militaire de l'Union européenne, puisque personne n'en-

³ Ramush Haradinaj a été commandant de l'UCK dans cette région. Après la guerre, il a créé son propre parti politique, l'Alliance pour l'avenir du Kosovo (AAK), qui a plafonné à 8% dans les différents scrutins. Néanmoins, il est devenu premier ministre après les élections d'octobre 2004, dans le cadre d'une coalition avec la LDK d'Ibrahim Rugova. Le 8 mars 2005, il a été inculpé de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité par le TPI de La Haye, en raison de violences commises contre les civils serbes durant la guerre. Il a immédiatement démissionné et s'est constitué prisonnier auprès du TPI.

⁴ «Mettre un terme à la guerre des clans au Kosovo», Le Courrier des Balkans, <http://www.balkans.eu.org/article5402.html>

⁵ International Crisis Group: Kosovo: Toward Final Status. Bruxelles, 24 janvier 2005.

⁶ Première étape, la Serbie a reçu en avril un avis favorable de la Commission européenne pour une étude de faisabilité de la signature d'un Accord de stabilisation et d'association avec l'UE. Les plus optimistes envisagent une adhésion de la Serbie en 2014.



visage un retrait total et rapide des forces internationales, et la MINUK mettrait un terme à ses activités. Elle serait remplacée par une «mission d'accompagnement» de l'Union européenne.

La question du nord du Kosovo demeure néanmoins ouverte. La communauté internationale est unanime à exclure une partition formelle du Kosovo, ce qui exclut même la création de cantons ou de quelconques entités territoriales serbes autonomes. Le premier ministre serbe Vojislav Kostunica a pourtant présenté un plan qui déboucherait, plus ou moins, sur la création d'une République serbe du Kosovo, sur le modèle de la Republika Srpska de Bosnie-Herzégovine.

Quelle que soit la solution institutionnelle retenue, la rivière Ibar continue de représenter une frontière, et il serait irréaliste d'envisager une réintégration pacifique du nord serbe du

Kosovo. Dans ces conditions, ne restent que deux options: le maintien du statu quo, le Nord étant de jure sous l'administration de Pristina, mais de facto totalement autonome et virtuellement rattaché à la Serbie, ou bien de nouvelles violences, si la communauté internationale et les autorités de Pristina tentaient de faire coïncider la réalité juridique avec la situation sur le terrain. Le nord du Kosovo constitue en quelque sorte le point aveugle de la stratégie internationale.

Les pressions albanaises en faveur d'une réintégration du secteur Nord seront extrêmement fortes, et pourraient provoquer une rapide escalade. Les Serbes du nord du Kosovo sont solidement armés. Ils disposent de réseaux de sécurité efficaces et professionnels, qui risquent de s'opposer à toute intrusion albanaise au nord de l'Ibar. L'évolution d'un éventuel conflit à Mitrovica demeure impré-

visible. Si des affrontements éclataient dans la ville divisée de manière concomitante à un exode des Serbes du Sud, il serait difficile pour Belgrade de rester neutre.

La réalité est que la communauté internationale, depuis 1999 et plus particulièrement depuis les émeutes de mars 2004, vit dans la peur d'une nouvelle explosion du radicalisme albanaise. Par peur, la communauté internationale pourrait être amenée à conclure que les Serbes du Kosovo représentent une quantité négligeable et qu'il vaut mieux prendre le risque d'un conflit limité à Mitrovica que celui d'un affrontement frontal avec la majorité albanaise. Ce calcul, jusqu'à un certain point rationnel si l'on ne considère que le Kosovo, pourrait avoir des conséquences désastreuses à l'échelle régionale, notamment en mettant en danger la fragile stabilité de la Macédoine.

J.-A. D.